

Fonctionnement et avenir économique de l'Union Européenne



plan

- Préambule
- A / Grandes orientations et fonctionnement
- B / Réalités et voies d'optimisation

préambule

- L'objectif initial n'était pas économique mais d'arrêter les guerres et contrôler les outils de production des canons
- Si nous y sommes parvenus, et la guerre économique a pris le relais mais n'oublions pas la petite flamme des tensions qui peut se rallumer
- L'Europe n'est pas la somme de pays et d'économie mis bout à bout. 503 millions de personnes ! C'est l'image assemblée du puzzle qui en sort qui fait sa force et son identité.
- Toute harmonisation, comme toute négociation, suppose perdre et gagner
- Quelle Europe pour la France ou plutôt quelle Europe dont la France ? (expérience OTAN)
- Etre plus forts à l'intérieur pour être plus forts à l'extérieur
- FOCH : « j'ai moins de respect pour Napoléon depuis que j'ai dirigé une coalition » mais ... ce sont souvent les coalitions qui gagnent à la fin...

Grande orientations

- la politique économique de l'Union définit une stratégie (...) économique. Le Conseil européen de Lisbonne (2000) a défini l'objectif commun qui visait à faire de l'Union européenne entre 2000 et 2010, « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».
- La politique économique et financière de l'Union, définie aujourd'hui par le TFUE (/ TUE), se fixe comme objectifs de coordonner la politique économique des États membres sur le marché intérieur avec la définition d'objectifs communs Un Pacte de stabilité et de croissance détermine quant à lui les engagements budgétaires pris par les États de l'Union ayant introduit la monnaie unique. Des règles de stabilité et de convergence : inflation 1,5% / moyenne, taux intérêt 2% / moyenne déficit 3% / PIB (sursis pour la France), dette 60% / PIB mécanisme de garanties 750 G€ : voire 1 milliard FESF 250 MESF 500 garanties, ne coute encore rien
- Les grandes orientations de la politique monétaire sont définies par la **Banque centrale européenne**, située à Francfort-sur-le-Main, qui est chargée de gérer son émission et de garantir sa valeur vis-à-vis des autres monnaies, notamment le dollar américain. Un organisme indépendant : la BCE détenues par les BN mais qui autorise le financement par les BN, réserves (historique dollars)
- nouveau projet – Europe 2020 - qui définit la stratégie de croissance pour l'Union avec pour mots d'ordre, une économie intelligente, durable et inclusive. Cette stratégie fixe les objectifs nationaux dans les domaines de l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation ainsi que la lutte contre la pauvreté

fonctionnement

- Budget de 140 G€ / an voté pour 5 ans, 1,25% des richesses, la moitié du budget de la France... : subsidiarité, PIB, TVA et douanes
- Sert au fonctionnement intérieur
 - Financements directs (programmes)
 - Financements indirects (fonds structurels FEDER et FSE 12,7 G€ sur 7 ans, convergence, compétitivité régionale, coopération) + FEADER et FEP assimilés
 - Quasi jamais à 100%
 - Compétitivité cohésion 64 G€; agri et rural 60 G€; citoyenneté, sécu 1,6 G€, adhésion 8 G€, aide, concurrence 8 G€
- Pour collectivités, entreprises, associations, particulier (salariés, emplois, idées..), projets
- Pour l'industrie, l'agriculture (1ere vraie politique), le social...désormais trois piliers disparus
- Sert aussi au financement de la politique extérieure et de voisinage
- Budget proposé, géré et contrôlé par la Commission, décidé conjointement par le Conseil et le Parlement

Fonctionnement 2

- La politique économique et monétaire, compétence exclusive de l'Union, engage l'ensemble des États membres dans une Union économique et monétaire et entérine la création d'une monnaie dite « unique », l'euro (€) (voir historique dans les publication IRCE) . Un outil de stabilité contre la spéculation, de confiance dans les marchés, de garantie de taux bas, de protection contre les crises : l'euro dans 17 pays et d'autres (Monténégro Kosovo) Mis en circulation depuis le 1er janvier 2002 sous sa forme fiduciaire pour les particuliers, mais en usage dès le 1er janvier 1999 pour les entreprises, il succédait à l'European Currency Unit (ECU), soit « l'unité de compte européenne », mise en service en 1979
- L'euro est aujourd'hui la deuxième monnaie de réserve dans le monde, la deuxième monnaie au monde pour les transactions financières, derrière le dollar américain, et depuis octobre 2006, la première monnaie au monde en termes de quantité de billets en circulation.
- Une gouvernance fédérale de subsidiarité avec des compétences exclusives (union douanière, politique monétaire, politique commerciale; partagées (marché intérieur, environnement, transports, énergie, agri, pêche...) et menées par les E. membres (voir p.36)
- Banque Européenne d'investissement

réalités

- Pays n'ont pas atteint leurs objectifs F 86 %, Allemagne 80, Portugal 108, Italie 120% Grèce 170 % mais Pologne 56, Suède 38, Estonie .. 6,1 zone euro 87, zone 27 82
- Budget : réduit et de compromis F / UK / D mais un poids croissant du parlement
- Comme souvent, on ne voit que ce qui ne va pas mais on voit moins les progrès dans la circulation des personnes et biens (même si on ne déplace pas soit même)
- L'économie est sociale et influe sur la concurrence
- Progrès à faire dans l'harmonisation sociale et la concurrence sur les transports
- L'euro fort n'est pas forcément un problème (pétrole, marché intérieur, confiance dans la monnaie, taux, par contre l'Euro a sauvé le dollar, même s'il nous a protégé et nous donne des taux d'intérêt bas nous avons vécu l'euro « aux hormones », redécouverte des centimes d'euros
- Même sil faut harmoniser par le haut, les couts du travail sont différent et nous sommes à la fois protégés et pénalisés par notre système social, durée de trav et SMIC qui nous empêche de suivre l'offre et a demande quand il le faut
- Les Etats ont mutualisé leur souveraineté dans certains domaines réservés (p36) et ne sont plus libres d'intervenir, espérant que l'UE le fasse à leur place
- Les politiques actuelles de l'UE sont orientées vers l'offre et a demande en respectant la concurrence sur le marché intérieur mais sans être forte sur la concurrence extérieure même si droits de douane et les mécanismes de protection existent et sont activables (contrexemple solaire)
- L'UE est fédérale par son fonctionnement technique et juridique mais seulement avec des compétences exclusives douanières, monétaires et commerciales plutôt qu'économique, défense et relations extérieures
- Pic de crue en 2013 si tout le monde s'y remet sur des bases saines et avec compromis
- Politique adaptée au moment
- L'Allemagne ne veut plus connaitre de pb économique comme Weimar (rappel lors du 50° anniversaire) et défend une monnaie forte et vient d'engendre son second record d'export dans sa zone.
- Les Français sont-ils prêts à gagner mais donc aussi à perdre un peu ?

Avenir, voies d'optimisation

- **Apprendre à travailler ensemble**
 - Crises souvent hélas salutaires, savoir rebondir positivement
 - À compter ensemble comme pour la reconstruction de plan Marshall avec les unités de compte
 - voir la complémentarité du moteur franco-allemand (normes allemandes parc auto français)
 - Prendre en compte les petits pays
 - Accroître les modèles transeuropéens avec formations communes et diplômes communs
- **Politique économique**
 - austérité ou relance ? Les deux mais à chaque moment sa politique. Incohérences de politique de gauche plutôt dans une logique proeuropéenne plutôt qu'Atlantiste alors que le fonctionnement européen est plutôt libéral
 - Sous groupes, gouvernement éco zone euro, ligue 1, ligue 2, ligue 3 ?
 - Augmenter le budget : bien entendu pas défendu par les libéraux sauf s'il s'agit d'investir sur la recherche et les moyens de production, Segmentations industrielles,
 - Aides directes et fonds structurels : idem + risques du cofinancement
- **Politique monétaire**
 - mutualisation de la dette avec garanties
 - Stabiliser la monnaie comme en Suisse, euros bonds indexés sur l'or
- **Politique énergétique (impact sur l'économie)**
 - Maintenir une indépendance, et une maîtrise des prix, travail par segmentation
- **Relance par la recherche et l'innovation**
 - Existe déjà depuis longtemps, modèle repris, à accentuer, avantage compétitif
 - Faire de l'UE l'espace le plus compétitif
- **Mais relance équilibrée aussi sur le social** (impact sur l'économie) pour maintenir la vision initiale de l'Union, qui est le bien être des peuples
 - Progresser sur l'harmonisation sociale qui fausse la concurrence mais sommes nous prêts à faire certains efforts ? Comparatifs France / Allemagne
 - Nous affranchir des grands accords de branche

Avenir, voies d'optimisation (2)

- **Marché intérieur : à consolider et rendre plus fort**
 - Taxe sur les transactions financières (Fait) pour réduire les spéculations de déséquilibre
 - Piratage et contrefaçon (espace judiciaire..)
 - transports, concurrence, protection des consommateurs et santé
- **Politique fiscale harmonisée ?**
 - Ancien troisième pilier..Peut être aussi un atout de régulation pour les nations
- **Politique commerciale extérieure** : ne pas être naïf mais fort et ouverts
 - Interdépendance avec la Chine, l'Inde, l'Afrique, les EU
 - Renforcer la membrane externe, Buy European Act
 - Créer une vraie équipe d'Europe, Airbus, automobile ?
- **Politique de solidarité**
 - Révision des fonds structurels, vecteurs de création de richesse, d'élévation de niveau de vie mais d'endettement potentiel
- **La confiance passera par la défense et l'industrie de défense** et son maintien en condition opérationnelle – directive marchés plus forts à l'intérieur pour être forts à l'extérieur Airbus A400M
- **Gouvernance** :
 - Fédéralisme affirmé avec l'élection au SUD d'un vrai leader connu
 - Sous-groupes économiques, industriels énergétiques mais dans une même membrane, ligues 1,2,3 avec système de sas et de digues
 - Des critères d'évolution revus
 - Un système qualité adapté aux identités (Grèce) mais restant efficace
 - Gvt éco également pour les non euros afin de ne pas marginaliser
 - Un vrai leader élu mais attention à certaines attitudes pouvant être néfastes Euromed
- **Conclusion** : comme toute organisation, l'UE doit parfois retrouver ses marques pour mieux rebondir. L'année du citoyen montre que l'UE donne désormais davantage la parole aux citoyens avec le poids du parlement. Mais si possible sans forcément tout remettre en question